

km



07/01/2020

# Sommaire

La santé publique est la première préoccupation des bourguignons francebleu.fr - 27/12/2019	4
La santé en tête des priorités des Français Ouest France - 23/12/2019	6
La santé publique, priorité des Français Le Maine Libre - 18/12/2019	7
La santé publique, priorité des Français Le Courrier de l'Ouest Angers - Angers - 18/12/2019	8
Services publics : la satisfaction des Français s'améliore, hormis dans la santé maire-info.com - 17/12/2019	9
Les Français prêts à payer plus d'impôts pour de meilleurs services publics LaGazetteDesCommunes.com - 17/12/2019	11
La santé est la priorité des français et le terrorisme les préoccupe... Bilto - 17/12/2019	13
Service public : les Français préfèrent désormais leur amélioration à une baisse d'impôt cbanque.com - 16/12/2019	15
53 % des Français pour une amélioration des services publics quitte à payer plus d'impôts LesEchos.fr - 16/12/2019	16
Pauvreté, emploi, terrorisme... Ce qui inquiète les Français ConsoGlobe.com - 13/12/2019	18
Les Français prêts à payer plus d'impôts pour améliorer la qualité du service public ActeursPublics.com - 13/12/2019	20
Une majorité de Français veut de meilleurs services publics Les Echos - 16/12/2019	22
10 chiffres du jour Wansquare.com - 12/12/2019	25
études et référentiels modernisation.gouv.fr - 09/12/2019	27
Décideur Public - Univers Numérique Decideur-public.info - 12/12/2019	29
Terrorisme, pauvreté, santé... Quelles sont les priorités et les préoccupations des Français ? Orange.fr - 12/12/2019	32
Terrorisme, santé, chômage... : quelles sont les principales préoccupations des Français en 2019□? sudouest.fr - 12/12/2019	34
La santé passe en tête des priorités des Français, le terrorisme première préoccupation Yahoo ! (France) - 12/12/2019	36

La santé passe en tête des priorités des Français, le terrorisme première préoccupation Lexpress.fr - 12/12/2019	38
La santé passe en tête des priorités des Français devant le chômage lequotidiendumedecin.fr - 12/12/2019	40
La santé passe en tête des priorités des Français devant le chômage CorseMatin.com - 12/12/2019	41
La santé passe en tête des priorités des Français devant le chômage LaProvence.com - 12/12/2019	42
La santé passe en tête des priorités des Français devant le chômage Doctissimo.fr - 12/12/2019	44
La santé arrive en tête des attentes des Français devant l'emploi professionbienetre.com - 12/12/2019	45
L'environnement, principale préoccupation des Français de moins de 25 ans L'Édition du soir par Ouest-France - 12/12/2019	47
La santé passe en tête des priorités des Français devant le chômage centrepresseaveyron.fr - 12/12/2019	48
La santé passe en tête des priorités des Français devant le chômage lindependant.fr - 12/12/2019	50
La santé passe en tête des priorités des Français devant le chômage Ladepeche.fr - 12/12/2019	52
La santé passe en tête des priorités des Français devant le chômage infodurable.fr - 12/12/2019	54
La santé passe en tête des priorités des Français devant le chômage cbanque.com - 12/12/2019	55
La santé passe en tête des priorités des Français devant le chômage Relaxnews - 12/12/2019	56
La santé passe en tête des priorités des Français devant le chômage Agence France Presse Fil Gen - Fil Gen - 12/12/2019	57

# La santé publique est la première préoccupation des bourguignons

Bourgogne-Franche-Comté, France

De manière général, c'est étonnant, mais l'opinion des français progresse au sujet des services publics, malgré les tensions actuelles. C'est ce que révèle la dernière enquête Kantar. La santé publique est devenue la première priorité des français, puis l'emploi et la lutte contre le chômage et l'environnement qui prend de plus en plus de place, c'est notre cas en Bourgogne-Franche-Comté.

## La santé publique nous préoccupe

Chez nous dans la région, c'est la santé publique qui vient à la première place. Pour près de la moitié des bourguignons, en particulier les plus âgés, les pouvoirs publics doivent vraiment agir dans ce domaine. Des améliorations sont nécessaires, comme l'ont montré les manifestations et le malaise dans les hôpitaux.

78% des français sont satisfaits de ce service : un taux assez élevé qui se dégrade depuis une dizaine d'années, on a encore perdu trois points comparé à 2018.

Selon vous, dijonnais, qu'est-ce qui peut-être amélioré ?

- Les délais sont un peu longs mais c'est convenable, la prise en charge est rapide quand on a mis le pied dedans. Le plus dur, c'est d'avoir le premier rendez-vous"
- Moi je pense que cela se dégrade énormément. Il faut attendre six mois pour avoir un rendez-vous chez le dermatologue par exemple. Il faudrait beaucoup de personnel et rémunérer les infirmiers et infirmières un peu mieux."
- Tous les soignants sont très professionnels, très humains, donc rien à dire... Il faudrait plus les valoriser et mieux les rémunérer."

La #santepublique s'installe en tête des domaines où les Français veulent que l'Etat concentre ses efforts. Elle est citée par 46% des Français, et en particulier par les plus âgés. #PaulDelouvrier@\_DITP <https://t.co/oFEOPCEQ8hpic> [twitter.com/qjsgBsOXIG](https://twitter.com/qjsgBsOXIG) — Kantar FR (@Kantar\_FR) December 13, 2019

## L'environnement remonte à la troisième place en Bourgogne-Franche-Comté

En second vient l'emploi, une préoccupation qui recule : la lutte contre le chômage a longtemps été notre première priorité.

Nouveauté : l'écologie prend de plus en plus de place. Avec la Nouvelle-Aquitaine, le Grand-Est, les Hauts de France et l'Occitanie nous plaçons cette cause en troisième position dans la région, alors qu'il y a trois ans elle se plaçait au 10e rang. L'environnement est devenu la priorité des moins de 25 ans, près de la moitié en parle quand on leur demande leur avis. Ensuite vient l'éducation nationale, préoccupation en

baisse.

L'écologie vient à la troisième place en Bourgogne-Franche-Comté © Radio France -  
Capture d'écran de l'enquête 2019 réalisée par [Kantar](#)

Malgré des disparités régionales, en France on opte pour une amélioration des services  
publics plutôt qu'une baisse des impôts.



# La santé en tête des priorités des Français

La santé est devenue pour la première fois la priorité des Français devant l'emploi et la lutte contre le chômage, selon le baromètre Kantar réalisé tous les ans depuis 2004 pour l'institut Paul-Delouvrier. Alors que l'hôpital public fait l'objet d'un mouvement de contestation depuis bientôt neuf mois, la santé publique est jugée prioritaire par 46 % des Français, devant l'emploi (40 %), l'éducation nationale (34 %) et l'environnement (31 %). ■



# La santé publique, priorité des Français

La santé publique est devenue pour la première fois la priorité des Français devant l'emploi et la lutte contre le chômage, constate le baromètre Kantar réalisé tous les ans depuis 2004 pour l'institut Paul Delouvrier.

Alors que l'hôpital public fait l'objet d'un mouvement de contestation depuis bientôt 9 mois, la santé publique est jugée prioritaire par 46 % des Français, devant l'emploi (40 %), l'éducation nationale (34 %) et l'environnement (31 %).

Les Français n'ont jamais été aussi nombreux à estimer que les pouvoirs publics doivent agir dans la santé, relève l'Institut Paul Delouvrier, une association qui œuvre pour la

modernisation des services publics. Ainsi, alors que le niveau de satisfaction des usagers du service public progresse dans quasiment tous les domaines (74 % de satisfaits, +3 points), il régresse en ce qui concerne la santé publique (78 % de satisfaits, en baisse de 3 points) et la sécurité sociale (77 % de satisfaits, en baisse de 2 points). Le recul de satisfaction à l'égard de la santé publique atteint 12 points en dix ans. ■



# La santé publique, priorité des Français

La santé publique est devenue pour la première fois la priorité des Français devant l'emploi et la lutte contre le chômage, constate le baromètre Kantar réalisé tous les ans depuis 2004 pour l'institut Paul Delouvrier.

Alors que l'hôpital public fait l'objet d'un mouvement de contestation depuis bientôt 9 mois, la santé publique est jugée prioritaire par 46 % des Français, devant l'emploi (40 %), l'éducation nationale (34 %) et l'environnement (31 %).

Les Français n'ont jamais été aussi nombreux à estimer que les pouvoirs publics doivent agir dans la santé, relève l'Institut Paul Delouvrier, une association qui œuvre pour la

modernisation des services publics. Ainsi, alors que le niveau de satisfaction des usagers du service public progresse dans quasiment tous les domaines (74 % de satisfaits, +3 points), il régresse en ce qui concerne la santé publique (78 % de satisfaits, en baisse de 3 points) et la sécurité sociale (77 % de satisfaits, en baisse de 2 points). Le recul de satisfaction à l'égard de la santé publique atteint 12 points en dix ans. ■





## Services publics : la satisfaction des Français s'améliore, hormis dans la santé

Près des trois-quarts des usagers des services publics (74 %) ont été satisfaits de ceux-ci en 2019 et près de la moitié des Français (48 %) en ont une opinion positive, soit une progression respective de trois et sept points par rapport à l'année précédente. C'est ce que révèle le 15<sup>e</sup> baromètre **Kantar** de l'Institut Paul-Delouvrier, une association qui œuvre pour la modernisation des services publics, qui mesure l'opinion des Français vis-à-vis des services publics de l'État et la satisfaction des usagers qui y ont eu recours récemment. La santé première priorité, percée de l'environnement

Dans le détail, la satisfaction à l'égard du service public de l'emploi progresse de dix points (63 %), celui de la justice de sept (68 %) et celui de l'environnement de cinq (67 %). Dans un contexte de contestation au sein de l'hôpital public et de désertification médicale, ce bilan positif est terni par la baisse de la satisfaction des usagers à l'égard du système de santé publique. Bien qu'elle reste à un niveau assez élevé (78%), elle recule de trois points en un an et de 12 points en dix ans. Ainsi, pour la première fois, la santé publique passe nettement en tête des priorités des Français (46 %), devant l'emploi (40 %).

En parallèle, « les attentes en matière d'environnement sont de plus en plus prégnantes, et ce domaine focalise désormais davantage d'attentes (31 %) que la police et gendarmerie (30 %), et la justice (23 %) » et se place juste derrière l'Éducation nationale (34 %), notent les auteurs du baromètre qui constatent que ce sujet est passé en trois ans de la 10<sup>e</sup> à la 4<sup>e</sup> place des priorités. Chez les moins de 25 ans, l'environnement arrive même nettement en tête, cité par 44% des jeunes devant l'éducation et la santé publique.

À l'échelon régional, neuf régions placent la santé au premier rang des priorités et trois l'emploi, quand cinq placent désormais l'environnement dans le trio de tête. Dans les zones rurales isolées, ce thème est la troisième priorité, derrière la santé et l'emploi, tandis que les communes périurbaines et les pôles urbains continuent de privilégier l'éducation en troisième position.

53 % des Français prêts à payer plus d'impôts pour les services publics

Autre chiffre révélateur, 53 % des Français disent aujourd'hui préférer une amélioration des services publics, quitte à augmenter le niveau de l'impôt. Après une baisse en 2018 (de 48 % à 43 %) interrompant quatre années de progression continue, cette préférence atteint désormais son niveau le plus haut jamais enregistré depuis le début du baromètre, il y a 15 ans, en particulier auprès des jeunes, et dépasse pour la première fois les 50 %. En 2013, ils n'étaient encore que 31 % à soutenir cette idée.

Les habitants de la Bretagne et des Pays-de-la-Loire sont ceux qui expriment le plus une préférence pour l'amélioration des services publics quitte à augmenter les impôts (58 %). Ceux des régions Centre-Val-de-Loire (47 %), Bourgogne-Franche-Comté (50 %) et Hauts-de-France (50 %) se montrent davantage partagés.

En ce qui concerne les progrès attendus dans les services publics, « la rapidité dans le traitement des dossiers » reste devant la « simplicité et la transparence des démarches ». La « diminution du coût des services pour la communauté » n'est réclamée que par 30 % des Français (- 2 %), contre

39 % en 2015, première année où le thème a été évoqué.

À noter également que le jugement des Français sur l'action des pouvoirs publics s'améliore concernant la fiscalité et la collecte de l'impôt. Ainsi, près d'un an après la mise en place du prélèvement à la source, 50% des Français ont désormais une bonne opinion de l'action de l'État dans ce domaine, soit une hausse de 15 points en un an.

A.W.



## Les Français prêts à payer plus d'impôts pour de meilleurs services publics

La Gazette / Clod Globalement, la satisfaction des Français en tant qu'usagers des services publics progresse, et les attentes se font très fortes en matière de santé publique, devenue la priorité numéro 1 devant l'emploi, selon l'édition 2019 du baromètre des services publics de l'Institut Paul Delouvrier, paru la semaine dernière. Les Français se prononcent aujourd'hui pour l'amélioration de la qualité des services publics plutôt que la baisse des impôts, selon le dernier baromètre de l'Institut Paul Delouvrier, en partenariat avec la Ditp, publié avec **Kantar** la semaine dernière. Ils sont ainsi 53% à déclarer préférer une amélioration des prestations fournies par les services publics, quitte à augmenter le niveau des prélèvements ; ils étaient 31% de cet avis en 2013. Ce score constitue même le plus haut niveau depuis 15 ans, soit les débuts du baromètre.

Quelques disparités régionales sont mises en évidence : les habitants de la Bretagne (58%), et des Pays-de-la-Loire (58%) y sont particulièrement favorables, contrairement aux habitants des régions Centre-Val-de-Loire (47%), et Bourgogne Franche-Comté (50%), plus réservés sur ce sujet.

Cliquez sur l'image pour l'agrandir.

Petite baisse pour les collectivités

Il ressort également de ce baromètre que ce sont l'Etat et ses services qui se renforcent en tête des évocations spontanées liées aux services publics (51%). « On observe une légère baisse pour les collectivités territoriales (22% des évocations spontanées) (1)

Dans l'ordre, ce sont les impôts et la fiscalité qui arrivent en tête des services publics les plus présents à l'esprit des Français avec la police et la gendarmerie, les mairies, et la santé publique.

Priorité à la santé publique, l'environnement a le vent en poupe

La santé publique est d'ailleurs devenue la priorité n°1 des Français – sauf chez les jeunes, où c'est l'environnement qui arrive en tête -. Elle devance désormais la lutte contre le chômage et l'éducation nationale. L'environnement progresse également rapidement ; il a dépassé la police et la gendarmerie et se place à la quatrième place.

A nouveau, des différences régionales apparaissent ; l'emploi arrive en tête des priorités et dépasse la santé publique dans les Hauts-de-France, l'Occitanie et le Grand Est, quand l'environnement s'installe dans le top 3 des priorités (à la place de l'Education nationale) en Nouvelle-Aquitaine, le Grand Est, les Hauts-de-France, la Bourgogne Franche Comté et l'Occitanie.

Des zones de progrès

A noter enfin que dans l'ensemble, la satisfaction des usagers à l'égard de la plupart des services publics s'améliore. Mais si les jeunes expriment des jugements plus positifs à l'égard de l'action de l'Etat, les habitants des zones rurales, eux, sont plus négatifs concernant l'ensemble des domaines.

Enfin, les zones de progrès sur lesquels les services publics peuvent progresser sont citées dans l'ordre suivant : la rapidité dans le traitement des dossiers – notamment chez les 65 ans et plus -, la simplicité et la transparence des démarches, la possibilité de les joindre plus facilement et plus souvent, mais aussi Une meilleure égalité de traitement des citoyens selon leur situation sociale ou selon leur territoire.

Focus

Le cap de la dématérialisation totale

Le baromètre révèle que pour la première fois, Internet devient le « premier moyen utilisé par les

usagers pour se mettre en contact avec un service public, à l'exception de la police et la gendarmerie pour lesquels le face-à-face et le téléphone sont privilégiés. »

Cliquez sur l'image pour l'agrandir.

Références

Les services publics vus par les Français et les usagers, 97 pages.

Notes

Note 01 et dans ce cas, les personnes sondées citent la mairie, les transports publics, les services de la gestion des déchets, les équipements et les services sociaux. [Retour au texte](#)

# La santé est la priorité des Français et le terrorisme les préoccupe...

Selon le baromètre *Kantar*, réalisé tous les ans depuis 2004 pour l'institut Paul Delouvrier, la santé publique est devenue pour la première fois la priorité des Français, devant l'emploi et la lutte contre le chômage. Parallèlement le terrorisme reste la première préoccupation des Français.

L'étude montre que la santé publique est jugée prioritaire par 46 % des Français, devant l'emploi (40 %), l'éducation nationale (34 %) et l'environnement (31 %). Les Français n'ont jamais été aussi nombreux à estimer que les pouvoirs publics doivent agir dans la santé. Le niveau de satisfaction des usagers du service public progresse dans quasiment tous les domaines (74 % de satisfaits, + 3 points), mais il régresse en ce qui concerne la santé publique (78 % de satisfaits, - 3 points) et la sécurité sociale (77 % de satisfaits, - 2 points). Le recul de satisfaction à l'égard de la santé publique atteint 12 points en dix ans. Après un recul en 2018, l'opinion des Français sur l'action des pouvoirs publics s'améliore dans la plupart des domaines d'intervention, notamment en ce qui concerne la fiscalité et la collecte de l'impôt. Presque un an après la mise en place du prélèvement à la source, la moitié des Français ont



La santé est devenue la priorité des français, mais le niveau de satisfaction est en recul de 12 points en dix ans.



un avis positif de l'action de l'Etat dans ce domaine (+ 15 points en un an).

### L'ENVIRONNEMENT POINTE À LA 3<sup>e</sup> PLACE

Quant à l'environnement, il a fait un bon dans le classement, passant en trois ans de la 10<sup>e</sup> à la 4<sup>e</sup> place des priorités. Chez les moins de 25 ans, l'environnement arrive même en tête, il est cité par 44 % des jeunes devant l'éducation et la santé publique. Dans cinq régions (Nouvelle-Aquitaine, Grand Est, Hauts-de-France, Bourgogne-Franche-Comté et Occitanie) l'environnement arrive en 3<sup>e</sup> position. Aujourd'hui, 53 % des Français disent préférer une amélioration des services publics, même s'il faut augmenter le niveau de l'impôt. Une tendance en hausse depuis six ans, sauf 2018, où l'on avait constaté une préférence pour la baisse des prélèvements quelques semaines avant la crise des gilets

jaunes. Cette année, la préférence pour l'amélioration des services publics s'intensifie pour atteindre son plus haut niveau depuis 15 ans, notamment auprès des jeunes. D'après l'enquête annuelle "victimisation et sentiment d'insécurité", menée par l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP) et l'Insee, le terrorisme reste la première préoccupation des Français, mais il est en forte baisse par rapport à l'année dernière, devant la pauvreté. En 2019, 20 % des Français considèrent le terrorisme comme le problème le plus préoccupant (- 10 points par rapport à 2018), suivi de la pauvreté pour (19 %), le chômage (16 %) et l'environnement (14 %). Entre 2007 et 2014, le terrorisme était inquiétant pour 3 à 5 % de la population. Il est devenu une préoccupation majeure à partir de la vague d'attentats meurtriers de 2015. Entre 2016 et 2018, cette proportion touchait entre 30 et 32 % des Français. ■



## Service public : les Français préfèrent désormais leur amélioration à une baisse d'impôt

53% des Français veulent que les services publics s'améliorent quitte à augmenter le niveau des prélèvements. Une proportion inédite selon les résultats d'une étude annuelle. Du jamais vu. La proportion des Français préférant l'augmentation de la qualité des services publics dépasse la part de ceux demandant une baisse des impôts, d'après le baromètre annuel (1) des services publics de l'institut Paul Delouvrier.

Précisément, 53% des sondés disent aujourd'hui préférer que les prestations fournies par les services publics progressent « quitte à augmenter le niveau des impôts et des prélèvements », souligne ce sondage. C'est 10 points de plus que l'année dernière (43% fin 2018), et plus de 20 points gagnés en 6 ans (31% fin 2013) ! Depuis le lancement de cette étude en 2004, c'est la première fois qu'une majorité des Français seraient prêts à payer plus d'impôts pour avoir de meilleurs services publics.

De fait, à l'opposé, la part des Français plébiscitant la baisse des impôts « quitte à réduire les prestations fournies par les services publics » est en fort repli en 2019. 57% étaient d'accord avec cette proposition fin 2018. Ils ne sont désormais plus que 45%.

Il faut dire que 2019 a été particulièrement tendue sur le front social. Entre le mouvement des Gilets jaunes, la grève au sein des hôpitaux publics et plus récemment la mobilisation contre la réforme des retraites soutenue par une majorité de Français : les manifestations appelant à plus de services publics se multiplient. De quoi donner un coup de projecteur sur la qualité et le devenir des services publics à la française.

Et la principale demande concerne le système de santé. Pour la première fois, à 46%, « la santé publique passe nettement en tête des priorités des Français à l'égard des services publics », explique l'Institut Paul Delouvrier. Elle dépasse ainsi l'emploi et la lutte contre le chômage (40%). L'amélioration du système éducatif arrive à la troisième place de ce podium (34%). Mais la plus forte progression concerne l'environnement. Près d'un Français sur 3 souhaite que le gouvernement lutte davantage contre le dérèglement climatique, contre environ 15% fin 2016. Chez les moins de 25 ans, l'environnement devrait même être la première priorité de l'action publique.

(1) Enquête menée par **Kantar** sur Internet du 25 octobre au 7 novembre 2019 auprès d'un échantillon national de 2 500 personnes, représentatif de l'ensemble des résidents en France âgés de 15 ans et plus. L'étude a été réalisée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne de référence) et stratification par région et catégorie d'agglomération. Au sein de cet échantillon ont été identifiés les usagers de 9 services publics.

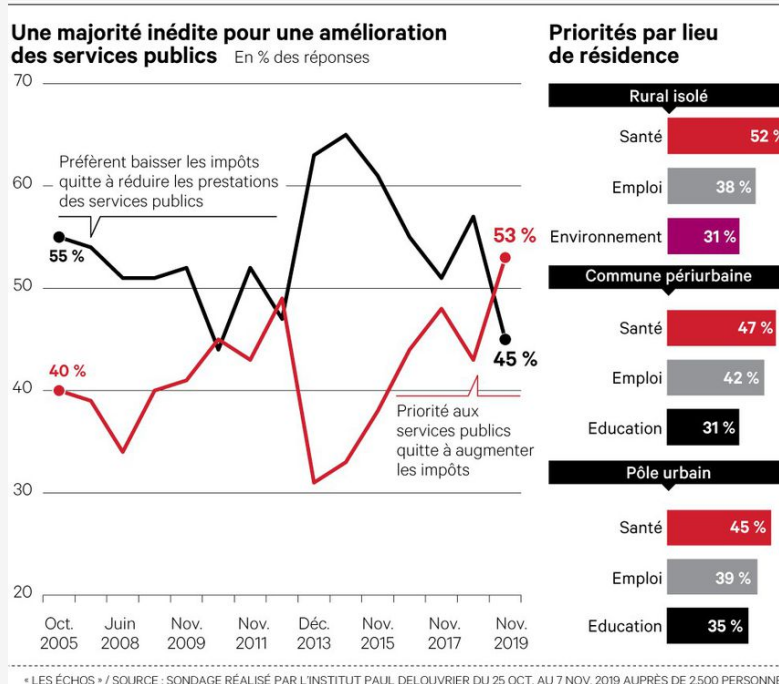


## 53 % des Français pour une amélioration des services publics quitte à payer plus d'impôts

Le symbole est fort. 53 % des Français préfèrent une amélioration des services publics à une diminution des impôts, selon le baromètre publié par l'institut Paul Delouvrier en fin de semaine dernière, contre un sur trois au point bas atteint en 2013. Jamais la barre des 50 % n'avait été dépassée depuis le lancement en 2004 de ce sondage récurrent par l'association qui veut favoriser la modernisation publique. Le ressaut est en outre important par rapport à 2018. L'an dernier, l'indicateur avait reculé de 48 % à 43 %, rompant avec quatre années de progression continue.

### « Mouvements de balancier »

« En fait, les Français estiment qu'ils n'en ont pas pour leur argent et voudraient à la fois plus de services et moins d'impôts, mais il y a des mouvements de balancier en fonction de la couleur de la majorité, et des reproches qu'on lui adresse (trop d'impôts pour la gauche, casse des services publics pour la droite) », décrypte Emmanuel Rivière, directeur général de **Kantar**, qui a réalisé le sondage entre le 25 octobre et le 7 novembre auprès d'un échantillon de 2.500 personnes. Il pointe le fait que « l'aversion à la baisse des services publics est supérieure pour l'équipe actuelle à celle qui existait sous le gouvernement Fillon ». « Cela ouvre une hypothèse intéressante qui serait que le modèle Macron de la 'start-up nation' apparaîtrait comme angoissant et insuffisamment protecteur à des gens qui ne sont pas sûrs d'y avoir leur place », estime-t-il.



### Satisfecit sur le prélèvement à la source

C'est en revanche une forme de satisfecit que délivre le baromètre concernant le prélèvement à la source pour sa première année d'existence. Le baromètre réalisé par **Kantar** montre par ailleurs une très nette amélioration de l'opinion des Français sur la fiscalité et la collecte des impôts. La moitié des Français la jugent positivement. C'est 15 points de plus en un an, le signe que le prélèvement à la source qui avait suscité des inquiétudes est une réforme qui a été bien acceptée.

L'année 2019 est par ailleurs marquée par la montée de la préoccupation des Français pour la santé publique, qui ravit cette année la première place dans l'échelle des priorités à l'emploi et à la



lutte contre le chômage. C'est à la fois la conséquence de l'amélioration du marché du travail et l'expression de la préoccupation des citoyens sur l'avenir de l'hôpital public. L'environnement fait une forte percée. Il passe devant la police et la gendarmerie ainsi que la justice et arrive désormais juste derrière l'Education nationale, en quatrième position.

#### **Des exigences concrètes**

Côté progrès attendus dans les services publics, les exigences concrètes restent en tête avec en premier lieu « la rapidité dans le traitement des dossiers » évoquée par 6 citoyens sur 10, devant la « simplicité et la transparence des démarches ». La revendication d'une « diminution du coût des services » n'est citée dans le millésime 2019 du baromètre de l'institut Paul Delouvrier que par 30 % des personnes interrogées, en baisse continue depuis novembre 2015, première date où le sujet a été étudié et où 39 % le citaient.



## Pauvreté, emploi, terrorisme... Ce qui inquiète les Français



Pour la première fois cette année, la santé est considérée comme la principale priorité des Français. Le terrorisme préoccupe toujours, même si ses chiffres sont en baisse. Il est suivi par la pauvreté et le chômage. Explications.

### La santé est prioritaire

Les préoccupations des Français varient d'une année sur l'autre et dépendent généralement de l'actualité. Ainsi, alors que l'année 2019 a été marquée par des mouvements de grèves dans les hôpitaux, la santé est considérée comme la priorité numéro une par une bonne partie des Français (46 %). C'est ce qu'il ressort du baromètre annuel **Kantar** publié ce jeudi 12 décembre 2019 pour l'institut Paul Delouvrier.



La santé, première préoccupation des Français © S\_L

Jamais la santé publique n'aura autant été au cœur des préoccupations. Il s'agit d'ailleurs d'un des seuls secteurs du service public qui a régressé (-3 points) avec la Sécurité sociale (-2 points). Le baromètre révèle aussi que ce sont l'emploi (40 %), l'Éducation nationale (34 %) et l'environnement (31 %) qui sont jugés prioritaires.

### Le terrorisme, toujours première préoccupation des Français

À partir de 2015, le terrorisme est devenu la principale inquiétude des Français. Et pour cause, cette année-là, le pays a connu une série d'attentats meurtriers. Néanmoins, selon l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP) et l'Insee, bien que le terrorisme soit encore la première préoccupation des Français (20 %), il est en forte baisse (-10 points) en 2019. À noter que c'est chez les adolescents que cette préoccupation est la plus forte (26 %).

L'environnement aussi une préoccupation majeure pour les Français

La seconde préoccupation des Français est la pauvreté (19 %). Il s'agit d'ailleurs de la première chez les 50-77 ans. Quant au chômage, il arrive en troisième position avec 16 %.

A lire aussi :

- Plus de la moitié des Français pensent que notre civilisation va s'effondrer

**Illustration bannière : Les inquiétudes des Français en 2019 selon l'enquête Kantar © Matej Kastelic**



## Les Français prêts à payer plus d'impôts pour améliorer la qualité du service public

Partager Selon le dernier baromètre de l'Institut Paul Delouvrier, les Français ont une opinion plus positive des services publics. Paradoxalement, ils seraient désormais majoritairement disposés à payer plus d'impôts pour en améliorer la qualité.

Lionel Cironneau/AP/SIPA

Payer plus pour avoir des services publics de meilleure qualité ? C'est, contre toute attente, ce à quoi serait prête une majorité de Français, selon un sondage réalisé par **Kantar** pour l'Institut Paul Delouvrier et la direction interministérielle de la transformation publique (DITP). Le sondage livre des clés intéressantes sur la perception des services publics par les Français.

Il ressort notamment que plus de la moitié d'entre eux sont prêts à “améliorer les prestations fournies par les services publics quitte à augmenter le niveau des impôts et des prélèvements”. Un effet “gilets jaunes” ? “Après une baisse en 2018, la préférence pour une amélioration des services publics à une diminution des impôts atteint son niveau le plus haut depuis le début du baromètre”, relèvent ses auteurs.

L'an dernier, les personnes sondées n'étaient que 43 % à le penser. La part des Français prêts à “diminuer le niveau des impôts et des prélèvements, quitte à réduire les prestations fournies par les services publics” a donc chuté de 12 points en l'espace d'un an. Et même de 20 points par rapport à 2014, où ce taux avait atteint son pic, à 65 %.

Les sympathisants de la gauche, notamment du Parti communiste français et du Parti socialiste sont, sans surprise, largement plus disposés à payer davantage d'impôts que ceux de La République en marche (54 %), du Rassemblement national (42 %) et des Républicains (34 %). Géographiquement, les habitants de la Bretagne, des Pays de la Loire, puis ceux d'Île-de-France et de Nouvelle-Aquitaine sont les plus disposés à payer plus d'impôts pour améliorer les services publics.

Parmi les améliorations attendues, l'attention des Français se porte, comme souvent, principalement sur le raccourcissement des délais d'instruction de leurs dossiers. Ensuite, mais c'est étonnamment de moins en moins le cas, les Français veulent des démarches administratives plus simples et transparentes. La possibilité de joindre les services plus facilement et rapidement devient le troisième axe d'amélioration cité par les sondés, tandis que la diminution du coût des services est moins prégnante (- 9 points depuis 2015).

L'environnement fait une percée

Au global, il semblerait que les Français aient une opinion plus positive des services publics cette année. Ils sont 48 % désormais à avoir une “opinion positive moyenne” des différents services publics, soit 7 points de plus qu'en 2018. Et 74 % sont satisfaits des services publics, soit 3 points de plus. L'action des forces de sécurité reste en tête des services dont les Français ont la meilleure opinion (65 %).

La Sécurité sociale arrive en seconde position et progresse de 6 points, tandis que les impôts font un bond fulgurant de 15 points pour atteindre l'équilibre parfait entre les Français qui en ont une bonne opinion et ceux qui en ont une mauvaise. De même pour l'emploi et le travail, pour lesquels l'action de l'État, bien qu'elle reste très mal vue des Français, est désormais considérée comme positive par 34 % des personnes interrogées, soit 13 points de plus que l'année dernière.

Tout comme le baromètre de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep) sur les usages numériques laissait récemment poindre une prise de conscience écologique des Français, ce baromètre-ci pointe aussi leur intérêt croissant pour l'environnement. Si, pour la première fois, la santé publique devient le domaine dans lequel l'action des pouvoirs publics est la priorité des Français, devant l'emploi et le travail, puis l'éducation, “les attentes en matière d'environnement sont de plus en plus prégnantes, et ce domaine focalise désormais

davantage d'attentes que la police, la gendarmerie et la justice", indique le document.

L'environnement grimpe donc à la quatrième place des préoccupations des Français, avec 5 points supplémentaires par rapport à 2018. La justice recule, elle, de 4 points. C'est néanmoins l'un des 3 domaines, avec l'environnement et l'emploi, dans lesquels les Français jugent l'action de l'État plus satisfaisante.



**FRANCE**

# Une majorité de Français veut de meilleurs services publics

**BUDGET**

**Plus d'un Français sur deux (53 %) préfère une amélioration des services publics quitte à payer plus d'impôts, un niveau record.**

**La forte amélioration de l'opinion sur la collecte de l'impôt cette année montre que la réforme du prélèvement à la source a été bien reçue.**

**Leïla de Comarmond**  
@leiladeco

Le symbole est fort. 53 % des Français préfèrent une amélioration des services publics à une diminution des impôts, selon le baromètre publié par l'Institut Paul Delouvrier en fin de semaine dernière, contre un sur trois au point bas atteint en 2013. Jamais la barre des 50 % n'avait été dépassée depuis le lancement en 2004 de ce sondage récurrent par l'association qui veut favoriser la modernisation publique. Le ressaut est en outre important par rapport à 2018. L'an dernier, l'indicateur avait reculé de 48 % à 43 %, rompant avec quatre années de progression continue.

**« Mouvements de balancier »**

« En fait, les Français estiment qu'ils

*n'en ont pas pour leur argent et voudraient à la fois plus de services et moins d'impôts, mais il y a des mouvements de balancier en fonction de la couleur de la majorité, et des reproches qu'on lui adresse (trop d'impôts pour la gauche, casse des services publics pour la droite) »,* décrypte Emmanuel Rivière, directeur général de Kantar, qui a réalisé le sondage entre le 25 octobre et le 7 novembre auprès d'un échantillon de 2.500 personnes. Il souligne le fait que « *l'aversion pour la baisse des services publics est supérieure pour l'équipe actuelle à celle qui existait sous le gouvernement Fillon* ». « *Cela ouvre une hypothèse intéressante qui serait que le modèle Macron de la "start-up nation" apparaîtrait comme angoissant et insuffisamment protecteur à des gens qui ne sont pas sûrs d'y avoir leur place* », estime-t-il.

C'est en revanche une forme de satisfecit que délivre le baromètre concernant le prélèvement à la source pour sa première année d'existence. Le baromètre réalisé par Kantar montre par ailleurs une très nette amélioration de l'opinion des Français sur la fiscalité et la collecte des impôts. La moitié des Français la jugent positivement. C'est 15 points de plus en un an, le signe que le prélèvement à la source qui avait suscité des inquiétudes est une réforme qui a été bien acceptée.

L'année 2019 est par ailleurs marquée par la montée de la préoccupation des Français pour la santé publique, qui ravit cette année la première place dans l'échelle des priorités à l'emploi et à la lutte contre le chômage. C'est à la fois la conséquence de l'amélioration du marché du travail et l'expression



de la préoccupation des citoyens sur l'avenir de l'hôpital public. L'environnement fait une forte percée. Il passe devant la police et la gendarmerie ainsi que la justice, et arrive désormais juste derrière l'Education nationale, en quatrième position.

### **Des exigences concrètes**

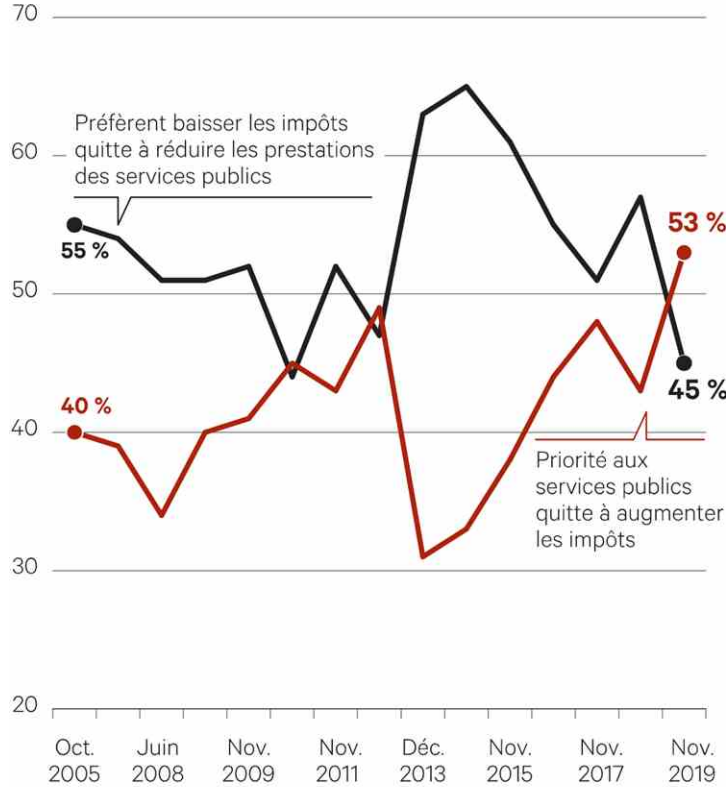
Côté progrès attendus dans les services publics, les exigences concrètes restent en tête, avec en premier lieu « la rapidité dans le traitement des dossiers » évoquée par 6 citoyens sur 10, devant la « simplicité et la transparence des démarches ». La revendication d'une « diminution du coût des services » n'est citée dans le millésime 2019 du baromètre de l'Institut Paul Delouvrier que par 30 % des personnes interrogées, en baisse continue depuis novembre 2015, première date où le sujet a été étudié et où 39 % le citaient. ■

**L'environnement  
passe devant la police  
et la gendarmerie  
ainsi que la justice  
et arrive désormais  
juste derrière  
l'Education nationale,  
en quatrième position  
des préoccupations.**

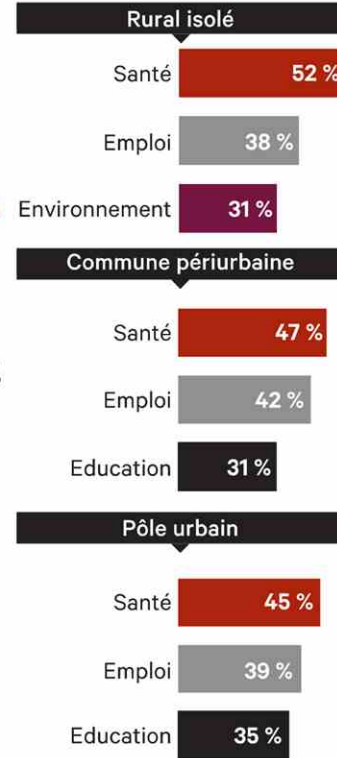


## Une majorité inédite pour une amélioration des services publics

En % des réponses



## Priorités par lieu de résidence



« LES ÉCHOS » / SOURCE : SONDAGE RÉALISÉ PAR L'INSTITUT PAUL DELOUVRIER DU 25 OCT. AU 7 NOV. 2019 AUPRÈS DE 2.500 PERSONNES





## 10 chiffres du jour

1,1% d'inflation Le taux d'inflation en Allemagne a bien stagné à 1,1% en novembre sur un an, loin de l'objectif de la Banque centrale européenne (BCE), selon des chiffres définitifs publiés jeudi par l'office fédéral des statistiques Destatis. 54% de la population

Plus de 80% des Algériens (42 millions au total) vivent sur le littoral, surtout dans la capitale Alger et sa région. Près de 54% de la population a moins de 30 ans.

28 militants

28 militants de l'ONG Greenpeace ont escaladé la façade du Conseil européen --où vont se réunir les chefs d'Etat et de gouvernement aujourd'hui-- et déployé une grande banderole avec l'inscription "Climate Emergency" --Urgence Climatique, ndlr-- déclinée en allemand, français, italien, espagnol, polonais, ont constaté deux journalistes de l'AFP sur place.

1 repent

Cartes d'électeur dupliquées, inscriptions et votes multiples: un repent du parti au pouvoir au Botswana a détaillé, dans un document explosif, les fraudes dont est accusé le camp du président réélu Mokgweetsi Masisi lors du scrutin du 23 octobre 2019.

250.000 euros

Une collecte nationale de dons et un appel au mécénat ont été lancés pour la restauration de la grande demeure où est né Charles de Gaulle en 1890 à Lille, et qui est un musée depuis 1983, a annoncé jeudi la Fondation du patrimoine. Cette campagne est menée par la FdP, en partenariat avec la Fondation Charles de Gaulle, et le Département du Nord. L'objectif de la collecte auprès des particuliers s'élève à 250.000 euros pour un coût total de travaux estimé à 2,5 millions d'euros.

185.000 victimes

Le nombre de victimes de violences sexuelles hors ménage chute à 185.000 contre 265.000 en 2017, selon une étude "victimation et perception de l'insécurité", menée par l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP) et l'Insee. L'année dernière, l'ONDRP et l'Insee avaient constaté une hausse importante du nombre de victimes de ces violences, attribuée à un "contexte de libération de la parole" dans le sillage du mouvement #MeToo.

11,2 millions d'euros

Le réseau social français Yubo accueille désormais dans son capital Village Global, le fonds d'investissement de stars de la Silicon Valley comme Mark Zuckerberg et Jeff Bezos, et Sweet Capital, créé par les fondateurs du jeu vidéo Candy Crush. Ces deux fonds ont participé à une levée de fonds de 11,2 millions d'euros de Yubo, menée par les fonds français Iris Capital et Idinvest Partners, et l'actionnaire historique Alven, a annoncé Yubo.

46% des Français

La santé publique est devenue pour la première fois la priorité des Français devant l'emploi et la lutte contre le chômage, constate jeudi le baromètre **Kantar** réalisé tous les ans depuis 2004 pour l'institut Paul Delouvrier. Alors que l'hôpital public fait l'objet d'un mouvement de contestation depuis bientôt 9 mois, la santé publique est jugée prioritaire par 46% des Français, devant l'emploi (40%), l'éducation nationale (34%) et l'environnement (31%).

6% de baisse es commandes d'équipements industriels au Japon ont diminué de manière inattendue pour un quatrième mois consécutif en octobre, montrent les statistiques officielles publiées jeudi, suggérant que le déclin des exportations affecte les envies d'investissement des entreprises. Les commandes de machines ont chuté de 6,0% en octobre en rythme mensuel, alors que les prévisions des économistes donnaient en moyenne une progression de 0,9%.

3.321 candidats

3.321 candidats se présentent aujourd'hui lors du scrutin législatif au Royaume-Uni, selon l'Association des administrateurs électoraux (AEA). Seul un tiers des candidats, soit 1.124, sont des femmes, selon la BBC. 227 se présentent comme indépendants, sans être rattachés à aucun parti politique.



## études et référentiels



### L'opinion positive des Français à l'égard des services publics se renforce

L'opinion générale des Français à l'égard des services publics s'améliore. Ce ressenti global doit toutefois être nuancé : si l'appréciation des usagers effectifs des services est très positive (74%), seule une majorité relative de nos concitoyens en a une image favorable (48%). C'est une bonne nouvelle quant à la qualité du service rendu, mais la relation de confiance envers l'administration reste très perfectible au niveau de l'ensemble de la population.

### L'Etat demeure l'incarnation principale du service public

L'Etat constitue de loin l'incarnation la plus forte du service public (51%). La fiscalité, la santé et à un degré moindre la sécurité lui sont le plus fortement associés. Les collectivités locales sont essentiellement perçues au travers du prisme des mairies. Les entreprises publiques sont principalement associées au réseau postal.

### Les préoccupations environnementales sont en forte hausse

En termes de priorisations de l'action publique, la hiérarchie des priorités des Français connaît d'importants changements. Les enjeux de santé publique atteignent pour la première fois le sommet du podium des attentes (46%). Celui-ci est complété par l'emploi (40%) et l'éducation (34%). L'environnement connaît la plus forte hausse (34% à +5 pts et leader chez les moins de 25 ans) et dépasse désormais les questions de sécurité.

Ceci s'inscrit dans un net revirement de tendance concernant la gestion publique : la part des interviewés ouverte à une perspective de hausse des impôts pour contribuer à l'amélioration des services publics devient majoritaire et atteint un niveau sans précédent (53%).

S'agissant des progrès attendus de la part de l'administration, la rapidité de traitement des demandes est prioritaire (58%), précédant la question de la simplification des démarches (42%), les possibilités de contact (37 %) et l'égalité d'accès (34%).

### Une perception des services publics par "l'opinion publique" distincte de celle des "usagers"

Le constat général de la persistance d'un différentiel notable entre perception du grand public et des bénéficiaires se confirme par champs d'action publique. Ainsi les Français dans leur ensemble ont des ressentis majoritairement favorables à l'égard de la police (65%) et de la Sécurité Sociale (62%), sont partagés concernant la fiscalité (qui progresse toutefois spectaculairement de 15 pts), la santé publique et l'éducation, et sont plus critiques pour le logement, l'environnement, la

justice et surtout l'emploi (avec cependant une nette amélioration à +13 pts).

Mais la part d'entre eux ayant eu concrètement à faire à ces services s'en disent majoritairement satisfaits : police et fiscalité sont en haut du palmarès avec 81% d'opinions positives. L'essentiel des services fédère en fait environ ¾ d'avis favorables, avec pour le plus bas l'emploi à 63%. A noter toutefois que ces chiffres restent évidemment perfectibles : un service ne peut être considéré comme véritablement performant qu'à hauteur de 90% minimum selon les standards des études de satisfaction.

Les réponses par champs de l'action publique conduisent également à nuancer la tendance préalablement constatée concernant la question de la gestion publique. Des pistes d'économies sont en effet identifiées, en particulier concernant les services des impôts (66%) et à un degré moindre l'environnement (62%) et la Sécurité sociale (61%). A contrario, santé publique, mais surtout éducation et sécurité sont les secteurs pour lesquels la dépense publique semble la moins susceptible d'être resserrée sans perte d'efficacité.

Focus sur le service des impôts

Les services des impôts constituent le service public de loin le plus associé spontanément aux services publics. Si le ressenti des Français à leur égard est partagé (50% d'avis favorables, avec toutefois une progression marquée en un an de + 15 pts et un plus fort niveau de satisfaction depuis le lancement du baromètre), celui de leurs usagers est très positif (81%, mais ce niveau reste en retrait de celui constaté il y a une dizaine d'années).

Cet écart de perception entre les deux populations est le plus fort tous champs confondus. Schématiquement, la collecte de l'impôt est perçue comme une forme d'action publique qui fonctionne bien opérationnellement, mais sur laquelle les jugements peuvent difficilement se départir d'appréciations plus politiques et plus critiques. Ces deux tendances convergent dans l'idée qu'il est sans doute possible de réaliser des économies dans ce domaine sans affecter le service rendu.

S'agissant de la qualité de ce service, quelques pistes d'améliorations se dessinent. La priorité va à la question de la clarté et de la simplicité des documents administratifs, principal objectif cité et plus encore chez les personnes les plus critiques. C'est là où le potentiel de renforcement de la satisfaction usagers est le plus marqué. La possibilité d'effectuer des démarches à distance vient ensuite, sachant que le recours aux outils en ligne est déjà majoritaire (58% des contacts) et très largement apprécié par leurs utilisateurs. L'autre moteur de satisfaction améliorable concerne la question de la disponibilité / accessibilité des services. La souplesse des délais de paiement, l'attitude et la proactivité du personnel sont en l'état jugés plutôt satisfaisants.

### **Lire la synthèse du rapport**

A propos de l'Institut Paul Delouvrier

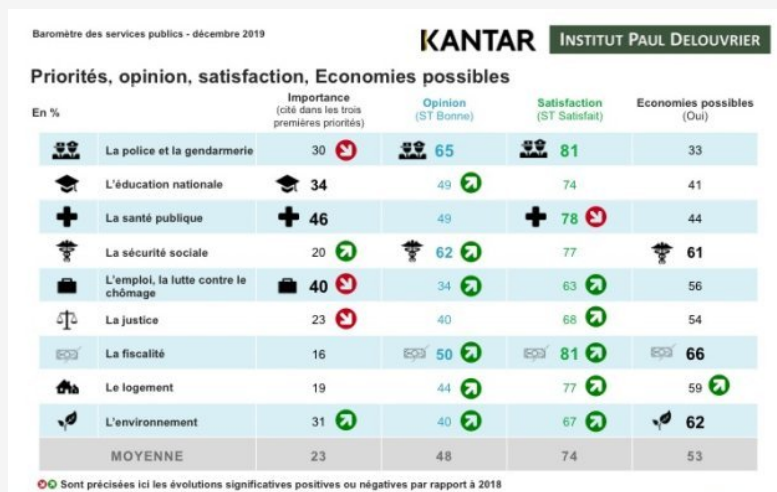
L'Institut Paul Delouvrier est une association loi de 1901 qui s'est donnée pour mission de favoriser, par l'action et par la réflexion, la modernisation de l'action publique. Pour ce faire, il a contribué à la réflexion sur la création d'un service civique. Depuis 2004, il publie, en partenariat avec la direction interministérielle de la transformation publique (DITP), un baromètre de mesure de l'opinion des Français et de la satisfaction des usagers des services publics régaliens.



# Décideur Public - Univers Numérique

Publié par Décideur Public - Systèmes d'Information sur 12 Décembre 2019, 17:16pm

Catégories : #Etudes & enquêtes



L'Institut Paul Delouvrier, en partenariat avec la DITP (Délégation interministérielle de la transformation publique), publie avec Kantar la 15ème édition de son baromètre annuel des services publics qui mesure l'opinion des Français vis-à-vis des services publics de l'État (leur image) et la satisfaction des usagers (la qualité de service) qui y ont eu recours au cours de la période récente.

Une première dans le baromètre : La santé publique est devenue la priorité N° 1 des Français devant l'emploi et la lutte contre le chômage ainsi que l'éducation nationale qui continuent de reculer. L'environnement progresse rapidement et se situe maintenant à la quatrième place devant la police et la gendarmerie (il est même en 3ème position dans 5 régions sur 12).

Selon ce baromètre, l'opinion des Français à l'égard de l'action de l'Etat dans la plupart de ses domaines d'intervention s'améliore cette année, et très fortement en matière de fiscalité et d'emploi. Parallèlement, en un an, la satisfaction des Français en tant qu'usagers des services publics progresse dans son ensemble et, en particulier dans le domaine de l'emploi.

Trois services publics méritent cette année une attention particulière :

- La fiscalité et la collecte des impôts : près d'un an après la mise en place du prélèvement à la source, les jugements des Français sur l'action de l'Etat dans ce domaine progressent très fortement : +15pts pour atteindre 50% de bonnes opinions. Auprès de ses usagers, le service des impôts suscite également une large satisfaction : 81% (+3pts) en tête des 9 services publics étudiés.
- L'emploi et la lutte contre le chômage: l'opinion des Français dans ce domaine enregistre un vrai bond en un an (+13pts) même si le niveau demeure médiocre à 34%

de bonnes opinions. La satisfaction des usagers du service public de l'emploi s'améliore aussi nettement (+10pts). Longtemps en tête des priorités des Français, la lutte contre le chômage n'a cessé de reculer ces dernières années, en même temps que baissait le nombre de demandeurs d'emploi.

- La santé publique : alors que la contestation dans les hôpitaux publics dure depuis des mois, la santé publique a pris la place de l'emploi comme priorité n°1 des Français. Même si l'opinion des Français (49% de bonnes opinions, +1pt) et la satisfaction des usagers (78%, -3pts) restent à des niveaux assez élevés, elles se dégradent toutefois depuis une dizaine d'années.

Malgré des disparités régionales, les Français dans leur ensemble optent aujourd'hui pour l'amélioration de la qualité des services publics plutôt que la baisse des impôts.

Les résultats détaillés de ce baromètre sont disponibles sur le site [www.delouvrier.org](http://www.delouvrier.org) et sur <http://fr.kantar.com/>

Méthodologie : l'Institut Paul Delouvrier a lancé en 2004 un baromètre, réalisée annuellement, visant à étudier l'opinion des Français et la satisfaction des usagers au sujet des services publics. Pour l'édition 2019, l'enquête menée par Kantar a été réalisée par Internet du 25 octobre au 7 novembre 2019 auprès d'un échantillon national de 2 500 personnes, représentatif de l'ensemble des résidents en France âgés de 15 ans et plus. Méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne de référence) et stratification par région et catégorie d'agglomération. Au sein de cet échantillon ont été identifiés les usagers de 9 services publics : sécurité sociale (1065), santé publique (1402), fiscalité et collecte des impôts (1287), police et gendarmerie (1066), éducation nationale (831), emploi (642), justice (375), logement (1231) et environnement (415).

Partager cet article



S'inscrire à la newsletter Pour être informé des derniers articles, inscrivez vous :

Vous aimerez aussi :



Atteindre le Zéro artificialisation nette en Île-de-France



Lutter contre l'exclusion numérique liée à l'âge : un guide pour réussir la prise en main de la tablette tactile



La Défense, terrain d'expérimentation pour la route du futur



L'Aéroport Marseille Provence avec l'aide de la société Keyrus modernise son infrastructure d'information et d'échange de données Précédent Suivant  
Commenter cet article



## Terrorisme, pauvreté, santé... Quelles sont les priorités et les préoccupations des Français ?



Orange avec AFP-Services, publié le jeudi 12 décembre 2019 à 11h06

Après un pic entre 2016 et 2018, le terrorisme recule dans les préoccupations des Français. Quand à l'action de l'État, elle doit se concentrer sur la santé, estiment les Français.

Si les chiffres sont en baisse, le terrorisme reste la première préoccupation des Français, devant la pauvreté, selon une enquête menée l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP) et l'Insee, rendue publique jeudi 12 décembre.

Une autre étude révèle que les Français estiment que les pouvoirs publics doivent donner la priorité à la santé, devant l'emploi et la lutte contre le chômage. .

Selon les résultats de la vaste enquête annuelle "victimation et sentiment d'insécurité" de l'ONDRP, 20% des Français considèrent le terrorisme comme le problème le plus préoccupant en 2019, soit une diminution significative de 10 points par rapport à 2018. En deuxième position, derrière le terrorisme et les attentats, vient la pauvreté pour 19% des Français, qui mentionnent également le chômage (16%) et l'environnement (14%). Délinquance : Christophe Souleuz précise que "beaucoup d'indicateurs affichent des tendances à la baisse en 2018"par Europe 1

Inquiétude pour 3 à 5% de la population entre 2007 et 2014, le terrorisme est devenu une préoccupation majeure des Français à partir de 2015, début d'une vague d'attentats meurtriers qui ont ébranlé le pays. Entre 2016 et 2018, cette proportion s'était établie entre 30 et 32% des Français.

En 2019, le caractère "terroriste" a été retenu pour l'attaque de surveillants à la prison de Condé-sur-Sarthe en mars, le colis piégé de Lyon en mai et la tuerie de la préfecture de



police de Paris qui a fait quatre morts, début octobre.

Par ailleurs, le baromètre Kantar réalisé tous les ans depuis 2004 pour l'institut Paul Delouvrier, s'intéresse aux priorités des Français. Et pour la première fois, la santé termine en première place, devant l'emploi et la lutte contre le chômage.

Alors que l'hôpital public fait l'objet d'un mouvement de contestation depuis bientôt 9 mois, la santé publique est jugée prioritaire par 46% des Français, devant l'emploi (40%), l'éducation nationale (34%) et l'environnement (31%). Les Français n'ont jamais été aussi nombreux à estimer que les pouvoirs publics doivent agir dans la santé, relève l'Institut Paul Delouvrier, une association qui oeuvre pour la modernisation des services publics. Ainsi, alors que le niveau de satisfaction des usagers du service public progresse dans quasiment tous les domaines (74% de satisfaits, +3 points), il régresse en ce qui concerne la santé publique (78% de satisfaits, en baisse de 3 points) et la sécurité sociale (77% de satisfaits, en baisse de 2 points). Le recul de satisfaction à l'égard de la santé publique atteint 12 points en dix ans.

Après un fléchissement en 2018, le jugement des français sur l'action des pouvoirs publics s'améliore dans la plupart des domaines d'intervention, notamment en ce qui concerne la fiscalité et la collecte de l'impôt. Près d'un an après la mise en place du prélèvement à la source, 50% des Français ont une bonne opinion de l'action de l'État dans ce domaine, soit une hausse de 15 points en un an.

Globalement, 53% des Français disent aujourd'hui préférer une amélioration des services publics, quitte à augmenter le niveau de l'impôt.

Cette préférence est en hausse depuis 6 ans, à l'exception notable de 2018, où le baromètre avait enregistré une préférence pour la baisse des prélèvements, quelques semaines avant la crise des gilets jaunes. Un an après, la préférence pour l'amélioration des services publics s'accroît et atteint son plus haut niveau depuis 15 ans, en particulier auprès des jeunes.



## Terrorisme, santé, chômage... : quelles sont les principales préoccupations des Français en 2019 ?

L'année 2019 a été marquée par d'importants mouvements sociaux : manifestations des gilets jaunes, grèves dans les hôpitaux, marches pour le climat... Les citoyens ont exprimé à de nombreuses reprises leurs inquiétudes. Plusieurs études publient ce jeudi les principales préoccupations des Français en 2019.

### Le terrorisme, mais en forte baisse

Selon l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP) et l'Insee, le terrorisme reste la première préoccupation des Français, mais en forte baisse par rapport à l'année dernière, suivi par la pauvreté. Selon les résultats de ce volet de la vaste enquête annuelle « victimation et sentiment d'insécurité », 20% des Français considèrent en effet le terrorisme comme le problème le plus préoccupant en 2019, soit une diminution significative de 10 points par rapport à 2018.

Le rapport annuel 2019 de l'ONDRP (@inhesj) vient d'être publié. Il présente les résultats de l'enquête de victimation nationale « Cadre de vie et sécurité » (CVS), réalisée avec l'@InseeFr et le SSMSI (@Interieur\_stats).

<https://t.co/GYEOOzx15J> pic.twitter.com/Sm4CDENX6h

— ONDRP (@ondrp) December 12, 2019

Inquiétude pour 3 à 5% de la population entre 2007 et 2014, le terrorisme est devenu une préoccupation majeure des Français à partir de 2015, début d'une vague d'attentats meurtriers qui ont ébranlé le pays. Entre 2016 et 2018, cette proportion s'était établie entre 30 et 32% des Français.

Crédit photo : Capture d'écran ONDRP

Dans le détail des différentes classes d'âge, le terrorisme est considéré comme le problème le plus important pour les Français âgés de 14 à 49 ans. Et c'est chez les adolescents que cette préoccupation est la plus forte, puisque 26% des 14-17 ans l'identifient comme le principal problème. À partir de 50 et jusqu'à 77 ans, le problème considéré comme le plus préoccupant est la pauvreté. Après 77 ans, il s'agit de la santé. En deuxième position, derrière le terrorisme et les attentats, vient la pauvreté pour 19% des Français, qui mentionnent également le chômage (16%) et l'environnement (14%), selon cette étude.

### La santé publique, une priorité

Selon le baromètre Kantar, réalisé tous les ans depuis 2004 pour l'institut Paul Delouvrier\*, les conclusions sont différentes : ici, c'est la santé publique qui devient, pour la première fois, la priorité des Français devant l'emploi et la lutte contre le chômage. Alors que l'hôpital public fait l'objet d'un mouvement de contestation depuis

bientôt 9 mois, la santé publique est jugée prioritaire par 46% des Français interrogés, devant l'emploi (40%), l'éducation nationale (34%) et l'environnement (31%), selon cette seconde étude.

Les priorités des Français à l'égard des pouvoirs publics : pour la 1ère fois, la santé publique (46%) passe devant la lutte contre le chômage (40%).

Résultats du Baromètre sur les #servicespublics @KantarFR pour l'Institut Paul Delouvrier [pic.twitter.com/ohkQYkWSIx](https://pic.twitter.com/ohkQYkWSIx)

— Guillaume Caline (@G\_Caline) December 12, 2019

Les Français n'ont jamais été aussi nombreux à estimer que les pouvoirs publics doivent agir dans la santé, relève l'Institut Paul Delouvrier, une association qui œuvre pour la modernisation des services publics. Ainsi, alors que le niveau de satisfaction des usagers du service public progresse dans quasiment tous les domaines (74% de satisfaits, +3 points), il régresse en ce qui concerne la santé publique (78% de satisfaits, en baisse de 3 points) et la sécurité sociale (77% de satisfaits, en baisse de 2 points). Le recul de satisfaction à l'égard de la santé publique atteint 12 points en dix ans.

Après un fléchissement en 2018, le jugement des Français sur l'action des pouvoirs publics s'améliore dans la plupart des domaines d'intervention, notamment en ce qui concerne la fiscalité et la collecte de l'impôt. Près d'un an après la mise en place du prélèvement à la source, 50% des Français ont une bonne opinion de l'action de l'État dans ce domaine, soit une hausse de 15 points en un an.

## L'environnement passe un cap

Marche pour le climat à Bordeaux, septembre 2019. Crédit photo : Illustration Laurent Theillet

Toujours selon l'Institut Paul Delouvrier, l'environnement a passé un cap dans l'opinion : il est passé en trois ans de la 10e à la 4e place des priorités. Chez les moins de 25 ans, l'environnement arrive même nettement en tête, cité par 44% des jeunes devant l'éducation et la santé publique. Dans 5 régions, l'environnement se place même en 3e position, comme en Nouvelle-Aquitaine, Grand Est, Hauts-de-France, Bourgogne-Franche-Comté et Occitanie.

\*Cette enquête a été réalisée sur Internet du 25 octobre au 7 novembre auprès d'un échantillon national de 2 500 personnes représentatif des résidents en France de 15 ans et plus.



## La santé passe en tête des priorités des Français, le terrorisme première préoccupation



La santé publique est devenue pour la première fois la priorité des Français, devant l'emploi et la lutte contre le chômage, constate ce jeudi le baromètre Kantar, réalisé tous les ans depuis 2004 pour l'institut Paul Delouvrier.

Alors que l'hôpital public fait l'objet d'un mouvement de contestation depuis bientôt 9 mois, la santé publique est jugée prioritaire par 46% des Français, devant l'emploi (40%), l'éducation nationale (34%) et l'environnement (31%). Les Français n'ont jamais été aussi nombreux à estimer que les pouvoirs publics doivent agir dans la santé, relève l'Institut Paul Delouvrier, une association qui oeuvre pour la modernisation des services publics.

### Le bond de l'environnement

Ainsi, alors que le niveau de satisfaction des usagers du service public progresse dans quasiment tous les domaines (74% de satisfaits, +3 points), il régresse en ce qui concerne la santé publique (78% de satisfaits, en baisse de 3 points) et la sécurité sociale (77% de satisfaits, en baisse de 2 points). Le recul de satisfaction à l'égard de la santé publique atteint 12 points en dix ans.

Après un fléchissement en 2018, le jugement des Français sur l'action des pouvoirs publics s'améliore dans la plupart des domaines d'intervention, notamment en ce qui concerne la fiscalité et la collecte de l'impôt. Près d'un an après la mise en place du prélèvement à la source, 50% des Français ont une bonne opinion de l'action de l'État dans ce domaine, soit une hausse de 15 points en un an.

L'environnement a passé un cap dans l'opinion: il est passé en trois ans de la 10e à la 4e place des priorités. Chez les moins de 25 ans, l'environnement arrive même nettement en tête, cité par 44% des jeunes devant l'éducation et la santé publique. Dans 5 régions, l'environnement se place même en 3e position (Nouvelle-Aquitaine, Grand Est, Hauts-de-France, Bourgogne-Franche-Comté et Occitanie.

Globalement, 53% des Français d...[Lire la suite sur L'Express.fr](#)

Ce contenu peut également vous intéresser :



## La santé passe en tête des priorités des Français, le terrorisme première préoccupation

La santé publique est jugée prioritaire par 46% des Français, devant l'emploi (40%), l'éducation nationale (34%) et l'environnement (31%).

La santé publique est devenue pour la première fois la priorité des Français, devant l'emploi et la lutte contre le chômage, constate ce jeudi le baromètre Kantar, réalisé tous les ans depuis 2004 pour l'institut Paul Delouvrier.

Alors que l'hôpital public fait l'objet d'un mouvement de contestation depuis bientôt 9 mois, la santé publique est jugée prioritaire par 46% des Français, devant l'emploi (40%), l'éducation nationale (34%) et l'environnement (31%). Les Français n'ont jamais été aussi nombreux à estimer que les pouvoirs publics doivent agir dans la santé, relève l'Institut Paul Delouvrier, une association qui oeuvre pour la modernisation des services publics.

### Le bond de l'environnement

Ainsi, alors que le niveau de satisfaction des usagers du service public progresse dans quasiment tous les domaines (74% de satisfaits, +3 points), il régresse en ce qui concerne la santé publique (78% de satisfaits, en baisse de 3 points) et la sécurité sociale (77% de satisfaits, en baisse de 2 points). Le recul de satisfaction à l'égard de la santé publique atteint 12 points en dix ans.

Après un fléchissement en 2018, le jugement des Français sur l'action des pouvoirs publics s'améliore dans la plupart des domaines d'intervention, notamment en ce qui concerne la fiscalité et la collecte de l'impôt. Près d'un an après la mise en place du prélèvement à la source, 50% des Français ont une bonne opinion de l'action de l'État dans ce domaine, soit une hausse de 15 points en un an.

LIRE AUSSI >> Ce que fait l'Union européenne pour l'environnement en cinq exemples

L'environnement a passé un cap dans l'opinion: il est passé en trois ans de la 10e à la 4e place des priorités. Chez les moins de 25 ans, l'environnement arrive même nettement en tête, cité par 44% des jeunes devant l'éducation et la santé publique. Dans 5 régions, l'environnement se place même en 3e position (Nouvelle-Aquitaine, Grand Est, Hauts-de-France, Bourgogne-Franche-Comté et Occitanie).

Globalement, 53% des Français disent aujourd'hui préférer une amélioration des services publics, quitte à augmenter le niveau de l'impôt. Cette préférence est en hausse depuis 6 ans, à l'exception notable de 2018, où le baromètre avait enregistré une

préférence pour la baisse des prélèvements, quelques semaines avant la crise des gilets jaunes. Un an après, la préférence pour l'amélioration des services publics s'accroît et atteint son plus haut niveau depuis 15 ans, en particulier auprès des jeunes.

Le terrorisme, première préoccupation de 20% des Français

Parallèlement le terrorisme reste la première préoccupation des Français, mais en forte baisse par rapport à l'année dernière, suivi par la pauvreté, selon une enquête menée l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP) et l'Insee, elle aussi rendue publique ce jeudi.

Selon les résultats de ce volet de la vaste enquête annuelle "victimation et sentiment d'insécurité", 20% des Français considèrent le terrorisme comme le problème le plus préoccupant en 2019, soit une diminution significative de 10 points par rapport à 2018. En deuxième position, derrière le terrorisme et les attentats, vient la pauvreté pour 19% des Français, qui mentionnent également le chômage (16%) et l'environnement (14%).

LIRE AUSSI >> Le terrorisme, un fléau en recul dans le monde

Inquiétude pour 3 à 5% de la population entre 2007 et 2014, le terrorisme est devenu une préoccupation majeure des Français à partir de 2015, début d'une vague d'attentats meurtriers qui ont ébranlé le pays. Entre 2016 et 2018, cette proportion s'était établie entre 30 et 32% des Français. Dans le détail des différentes classes d'âge, le terrorisme est considéré comme le problème le plus important pour les Français âgés de 14 à 49 ans.

Et c'est chez les adolescents que cette préoccupation est la plus forte, puisque 26% des 14-17 ans l'identifient comme le principal problème. A partir de 50 et jusqu'à 77 ans, le problème considéré comme le plus préoccupant est la pauvreté. Après 77 ans, il s'agit de la santé.



## La santé passe en tête des priorités des Français devant le chômage

La santé publique est devenue pour la première fois la priorité des Français devant l'emploi et la lutte contre le chômage, constate jeudi le baromètre Kantar réalisé tous les ans depuis 2004 pour l'institut Paul Delouvrier. Alors que l'hôpital public fait l'objet d'un mouvement de contestation depuis bientôt neuf mois, la santé publique est jugée prioritaire par 46 % des Français, devant l'emploi (40 %), l'Éducation nationale (34 %) et l'environnement (31 %). Les Français n'ont jamais été aussi nombreux à estimer que les pouvoirs publics doivent agir dans la santé, relève l'Institut Paul Delouvrier, une association qui œuvre pour la modernisation des services publics.

L'environnement marque des points

Ainsi, alors que le niveau de satisfaction des usagers du service public progresse dans quasiment tous les domaines (74 % de satisfaits, + 3 points), il régresse en ce qui concerne la santé publique (78 % de satisfaits, en baisse de 3 points) et la Sécurité sociale (77 % de satisfaits, en baisse de 2 points). Le recul de satisfaction à l'égard de la santé publique atteint 12 points en dix ans.

Après un fléchissement en 2018, le jugement des Français sur l'action des pouvoirs publics s'améliore dans la plupart des domaines d'intervention, notamment en ce qui concerne la fiscalité et la collecte de l'impôt. Près d'un an après la mise en place du prélèvement à la source, 50 % des Français ont une bonne opinion de l'action de l'État dans ce domaine, soit une hausse de 15 points en un an.

L'environnement a passé un cap dans l'opinion : il est passé en trois ans de la dixième à la quatrième place des priorités. Chez les moins de 25 ans, l'environnement arrive même nettement en tête, cité par 44 % des jeunes devant l'éducation et la santé publique.

Dans cinq régions, l'environnement se place même en troisième position (Nouvelle-Aquitaine, Grand Est, Hauts-de-France, Bourgogne-Franche-Comté et Occitanie). Globalement, 53 % des Français disent aujourd'hui préférer une amélioration des services publics, quitte à augmenter le niveau de l'impôt.

(avec AFP)





## La santé passe en tête des priorités des Français devant le chômage

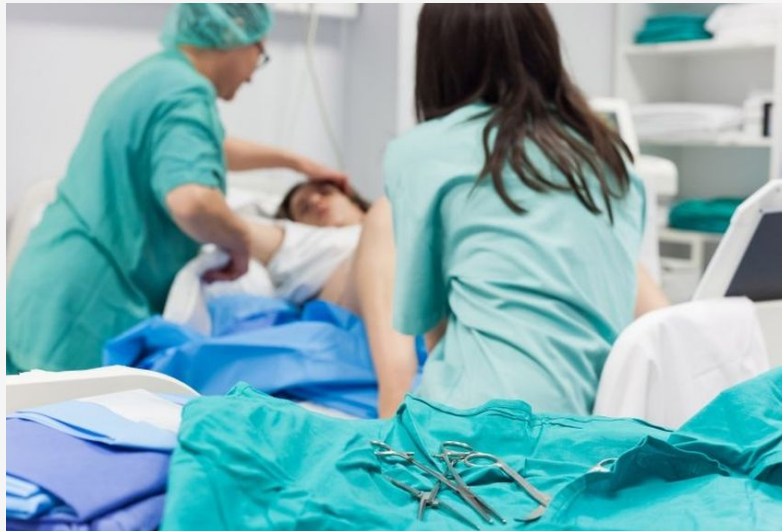


La santé publique est devenue pour la première fois la priorité des Français devant l'emploi et la lutte contre le chômage, constate jeudi le baromètre Kantar réalisé tous les ans depuis 2004 pour l'institut Paul Delouvrier. Alors que l'hôpital public fait l'objet d'un mouvement de contestation depuis bientôt 9 mois, la santé publique est jugée prioritaire par 46% des Français, devant l'emploi (40%), l'éducation nationale (34%) et l'environnement (31%). Les Français n'ont jamais été aussi nombreux à estimer que les pouvoirs publics doivent agir dans la santé, relève l'Institut Paul Delouvrier, une association qui oeuvre pour la modernisation des services publics. Ainsi, alors que le niveau de satisfaction des usagers du service public progresse dans quasiment tous les domaines (74% de satisfaits, +3 points), il régresse en ce qui concerne la santé publique (78% de satisfaits, en baisse de 3 points) et la sécurité sociale (77% de satisfaits, en baisse de 2 points). Le recul de satisfaction à l'égard de la santé publique atteint 12 points en dix ans.

Après un fléchissement en 2018, le jugement des français sur l'action des pouvoirs publics s'améliore dans la plupart des domaines d'intervention, notamment en ce qui concerne la fiscalité et la collecte de l'impôt. Près d'un an après la mise en place du prélèvement à la source, 50% des Français ont une bonne opinion de l'action de l'État dans ce domaine, soit une hausse de 15 points en un an. L'environnement a passé un cap dans l'opinion: il est passé en trois ans de la 10e à la 4e place des priorités. Chez les moins de 25 ans, l'environnement arrive même nettement en tête, cité par 44% des jeunes devant l'éducation et la santé publique.



## La santé passe en tête des priorités des Français devant le chômage



La santé publique est devenue pour la première fois la priorité des Français devant l'emploi et la lutte contre le chômage, constate jeudi le baromètre Kantar réalisé tous les ans depuis 2004 pour l'institut Paul Delouvrier.

Alors que l'hôpital public fait l'objet d'un mouvement de contestation depuis bientôt 9 mois, la santé publique est jugée prioritaire par 46% des Français, devant l'emploi (40%), l'éducation nationale (34%) et l'environnement (31%).

Les Français n'ont jamais été aussi nombreux à estimer que les pouvoirs publics doivent agir dans la santé, relève l'Institut Paul Delouvrier, une association qui oeuvre pour la modernisation des services publics.

Ainsi, alors que le niveau de satisfaction des usagers du service public progresse dans quasiment tous les domaines (74% de satisfaits, +3 points), il régresse en ce qui concerne la santé publique (78% de satisfaits, en baisse de 3 points) et la sécurité sociale (77% de satisfaits, en baisse de 2 points). Le recul de satisfaction à l'égard de la santé publique atteint 12 points en dix ans.

Après un fléchissement en 2018, le jugement des français sur l'action des pouvoirs publics s'améliore dans la plupart des domaines d'intervention, notamment en ce qui concerne la fiscalité et la collecte de l'impôt. Près d'un an après la mise en place du prélèvement à la source, 50% des Français ont une bonne opinion de l'action de l'État dans ce domaine, soit une hausse de 15 points en un an.

L'environnement a passé un cap dans l'opinion: il est passé en trois ans de la 10e à la 4e place des priorités. Chez les moins de 25 ans, l'environnement arrive même nettement en tête, cité par 44% des jeunes devant l'éducation et la santé publique.

Dans 5 régions, l'environnement se place même en 3e position (Nouvelle-Aquitaine, Grand Est, Hauts-de-France, Bourgogne-Franche-Comté et Occitanie).

Globalement, 53% des Français disent aujourd'hui préférer une amélioration des services publics, quitte à augmenter le niveau de l'impôt.

Cette préférence est en hausse depuis 6 ans, à l'exception notable de 2018, où le baromètre avait enregistré une préférence pour la baisse des prélèvements, quelques semaines avant la crise des gilets jaunes.

Un an après, la préférence pour l'amélioration des services publics s'accroît et atteint son plus haut niveau depuis 15 ans, en particulier auprès des jeunes.

L'enquête a été réalisée sur internet du 25 octobre au 7 novembre auprès d'un échantillon national de 2.500 personnes représentatif des résidents en France de 15 ans et plus.



## La santé passe en tête des priorités des Français devant le chômage

La santé publique est devenue pour la première fois la priorité des Français devant l'emploi et la lutte contre le chômage, constate jeudi le baromètre Kantar, réalisé tous les ans depuis 2004 pour l'institut Paul Delouvrier. Alors que l'hôpital public fait l'objet d'un mouvement de contestation depuis bientôt 9 mois, la santé publique est jugée prioritaire par 46% des Français, devant l'emploi (40%), l'éducation nationale (34%) et l'environnement (31%).

Les Français n'ont jamais été aussi nombreux à estimer que les pouvoirs publics doivent agir dans la santé, relève l'Institut Paul Delouvrier, une association qui oeuvre pour la modernisation des services publics. Ainsi, alors que le niveau de satisfaction des usagers du service public progresse dans quasiment tous les domaines (74% de satisfaits, +3 points), il régresse en ce qui concerne la santé publique (78% de satisfaits, en baisse de 3 points) et la sécurité sociale (77% de satisfaits, en baisse de 2 points). Le recul de satisfaction à l'égard de la santé publique atteint 12 points en dix ans.

Après un fléchissement en 2018, le jugement des français sur l'action des pouvoirs publics s'améliore dans la plupart des domaines d'intervention, notamment en ce qui concerne la fiscalité et la collecte de l'impôt. Près d'un an après la mise en place du prélèvement à la source, 50% des Français ont une bonne opinion de l'action de l'État dans ce domaine, soit une hausse de 15 points en un an.

L'environnement a passé un cap dans l'opinion: il est passé en trois ans de la 10e à la 4e place des priorités. Chez les moins de 25 ans, l'environnement arrive même nettement en tête, cité par 44% des jeunes devant l'éducation et la santé publique. Dans 5 régions, l'environnement se place même en 3e position (Nouvelle-Aquitaine, Grand Est, Hauts-de-France, Bourgogne-Franche-Comté et Occitanie).

Globalement, 53% des Français disent aujourd'hui préférer une amélioration des services publics, quitte à augmenter le niveau de l'impôt. Cette préférence est en hausse depuis 6 ans, à l'exception notable de 2018, où le baromètre avait enregistré une préférence pour la baisse des prélèvements, quelques semaines avant la crise des gilets jaunes.

Un an après, la préférence pour l'amélioration des services publics s'accroît et atteint son plus haut niveau depuis 15 ans, en particulier auprès des jeunes. L'enquête a été réalisée sur internet du 25 octobre au 7 novembre auprès d'un échantillon national de 2.500 personnes représentatif des résidents en France de 15 ans et plus.

Créé le 12 décembre 2019



## La santé arrive en tête des attentes des Français devant l'emploi

12/12/2019 | Etudes & Marchés | La rédaction de Profession bien-être



**Alors que l'hôpital public fait l'objet d'un mouvement de contestation, la santé publique est jugée prioritaire par 46% des Français, devant l'emploi (40%), l'Education nationale (34%) et l'environnement (31%), selon le 15e baromètre annuel de l'institut Paul Delouvrier.**

Les Français n'ont jamais été aussi nombreux à estimer que les pouvoirs publics doivent agir dans la santé, relève l'Institut Paul Delouvrier, une association qui œuvre pour la modernisation des services publics. Ainsi, alors que le niveau de satisfaction des usagers du service public progresse dans quasiment tous les domaines (74% de satisfaits, +3 points), il régresse en ce qui concerne la santé publique (78% de satisfaits, en baisse de 3 points) et la sécurité sociale (77% de satisfaits, en baisse de 2 points). Le recul de satisfaction à l'égard de la santé publique atteint 12 points en dix ans, relève **Kantar**, qui a réalisé ce baromètre

Après un fléchissement en 2018, le jugement des français sur l'action des pouvoirs publics s'améliore dans la plupart des domaines d'intervention, notamment en ce qui concerne la fiscalité et la collecte de l'impôt. Près d'un an après la mise en place du prélèvement à la source, 50% des Français ont une bonne opinion de l'action de l'État dans ce domaine, soit une hausse de 15 points en un an.

Hausse des attentes en matière d'environnement

L'environnement a passé un cap dans l'opinion : il est passé en trois ans de la 10e à la 4e place des priorités. Chez les moins de 25 ans, l'environnement arrive même nettement en tête, cité par 44% des jeunes devant l'éducation et la santé publique. Dans cinq régions, l'environnement se place même en 3e position (Nouvelle-Aquitaine, Grand Est, Hauts-de-France, Bourgogne-Franche-Comté et Occitanie.

Globalement, 53% des Français disent aujourd'hui préférer une amélioration des services publics,

quitte à augmenter le niveau de l'impôt. Cette préférence est en hausse depuis 6 ans, à l'exception notable de 2018, où le baromètre avait enregistré une préférence pour la baisse des prélèvements, quelques semaines avant la crise des gilets jaunes. Un an après, la préférence pour l'amélioration des services publics s'accroît et atteint son plus haut niveau depuis 15 ans, en particulier auprès des jeunes.

Enquête réalisée sur Internet du 25 octobre au 7 novembre auprès d'un échantillon national de 2 500 personnes représentatif des résidents en France de 15 ans et plus.



# L'environnement, principale préoccupation des Français de moins de 25 ans

L'environnement, principale préoccupation des Français de moins de 25 ans

L'environnement est nettement en tête des préoccupations des Français de moins de 25 ans, devant l'éducation et la santé publique, constate le baromètre Kantar réalisé tous les ans depuis 2004 pour l'institut Paul Delouvrier, publié jeudi. Sur l'ensemble des Français, c'est la santé publique qui domine les préoccupations, devant l'emploi et la lutte contre le chômage. Mais l'environnement a franchi un cap dans l'opinion il est passé en trois

ans de la 10e à la 4e place des priorités. Dans cinq régions, l'environnement se place même en 3e position (Nouvelle-Aquitaine, Grand Est, Hauts-de-France, Bourgogne-Franche-Comté et Occitanie). L'enquête a été réalisée sur internet du 25 octobre au 7 novembre auprès d'un échantillon national de 2 500 personnes représentatif des résidents en France de 15 ans et plus. ■



## La santé passe en tête des priorités des Français devant le chômage



(AFP) - La santé publique est devenue pour la première fois la priorité des Français devant l'emploi et la lutte contre le chômage, constate jeudi le baromètre **Kantar** réalisé tous les ans depuis 2004 pour l'institut Paul Delouvrier.

Alors que l'hôpital public fait l'objet d'un mouvement de contestation depuis bientôt 9 mois, la santé publique est jugée prioritaire par 46% des Français, devant l'emploi (40%), l'éducation nationale (34%) et l'environnement (31%).

Les Français n'ont jamais été aussi nombreux à estimer que les pouvoirs publics doivent agir dans la santé, relève l'Institut Paul Delouvrier, une association qui oeuvre pour la modernisation des services publics.

Ainsi, alors que le niveau de satisfaction des usagers du service public progresse dans quasiment tous les domaines (74% de satisfaits, +3 points), il régresse en ce qui concerne la santé publique (78% de satisfaits, en baisse de 3 points) et la sécurité sociale (77% de satisfaits, en baisse de 2 points). Le recul de satisfaction à l'égard de la santé publique atteint 12 points en dix ans.

Après un fléchissement en 2018, le jugement des français sur l'action des pouvoirs publics s'améliore dans la plupart des domaines d'intervention, notamment en ce qui concerne la fiscalité et la collecte de l'impôt. Près d'un an après la mise en place du prélèvement à la source, 50% des Français ont une bonne opinion de l'action de l'État dans ce domaine, soit une hausse de 15 points en un an.

L'environnement a passé un cap dans l'opinion: il est passé en trois ans de la 10e à la 4e place des priorités. Chez les moins de 25 ans, l'environnement arrive même nettement en tête, cité par 44% des jeunes devant l'éducation et la santé publique.

Dans 5 régions, l'environnement se place même en 3e position (Nouvelle-Aquitaine, Grand Est, Hauts-de-France, Bourgogne-Franche-Comté et Occitanie).

Globalement, 53% des Français disent aujourd'hui préférer une amélioration des services publics, quitte à augmenter le niveau de l'impôt.

Cette préférence est en hausse depuis 6 ans, à l'exception notable de 2018, où le baromètre avait enregistré une préférence pour la baisse des prélèvements, quelques semaines avant la crise des gilets jaunes.

Un an après, la préférence pour l'amélioration des services publics s'accroît et atteint son plus haut niveau depuis 15 ans, en particulier auprès des jeunes.



L'enquête a été réalisée sur internet du 25 octobre au 7 novembre auprès d'un échantillon national de 2.500 personnes représentatif des résidents en France de 15 ans et plus.



## La santé passe en tête des priorités des Français devant le chômage



(AFP) - La santé publique est devenue pour la première fois la priorité des Français devant l'emploi et la lutte contre le chômage, constate jeudi le baromètre **Kantar** réalisé tous les ans depuis 2004 pour l'institut Paul Delouvrier.

Alors que l'hôpital public fait l'objet d'un mouvement de contestation depuis bientôt 9 mois, la santé publique est jugée prioritaire par 46% des Français, devant l'emploi (40%), l'éducation nationale (34%) et l'environnement (31%).

Les Français n'ont jamais été aussi nombreux à estimer que les pouvoirs publics doivent agir dans la santé, relève l'Institut Paul Delouvrier, une association qui oeuvre pour la modernisation des services publics.

Ainsi, alors que le niveau de satisfaction des usagers du service public progresse dans quasiment tous les domaines (74% de satisfaits, +3 points), il régresse en ce qui concerne la santé publique (78% de satisfaits, en baisse de 3 points) et la sécurité sociale (77% de satisfaits, en baisse de 2 points). Le recul de satisfaction à l'égard de la santé publique atteint 12 points en dix ans.

Après un fléchissement en 2018, le jugement des français sur l'action des pouvoirs publics s'améliore dans la plupart des domaines d'intervention, notamment en ce qui concerne la fiscalité et la collecte de l'impôt. Près d'un an après la mise en place du prélèvement à la source, 50% des Français ont une bonne opinion de l'action de l'État dans ce domaine, soit une hausse de 15 points en un an.

L'environnement a passé un cap dans l'opinion: il est passé en trois ans de la 10e à la 4e place des priorités. Chez les moins de 25 ans, l'environnement arrive même nettement en tête, cité par 44% des jeunes devant l'éducation et la santé publique.

Dans 5 régions, l'environnement se place même en 3e position (Nouvelle-Aquitaine, Grand Est, Hauts-de-France, Bourgogne-Franche-Comté et Occitanie).

Globalement, 53% des Français disent aujourd'hui préférer une amélioration des services publics, quitte à augmenter le niveau de l'impôt.

Cette préférence est en hausse depuis 6 ans, à l'exception notable de 2018, où le baromètre avait enregistré une préférence pour la baisse des prélèvements, quelques semaines avant la crise des gilets jaunes.

Un an après, la préférence pour l'amélioration des services publics s'accroît et atteint son plus haut niveau depuis 15 ans, en particulier auprès des jeunes.

L'enquête a été réalisée sur internet du 25 octobre au 7 novembre auprès d'un échantillon national de 2.500 personnes représentatif des résidents en France de 15 ans et plus.



## La santé passe en tête des priorités des Français devant le chômage



(AFP) - La santé publique est devenue pour la première fois la priorité des Français devant l'emploi et la lutte contre le chômage, constate jeudi le baromètre **Kantar** réalisé tous les ans depuis 2004 pour l'institut Paul Delouvrier.

Alors que l'hôpital public fait l'objet d'un mouvement de contestation depuis bientôt 9 mois, la santé publique est jugée prioritaire par 46% des Français, devant l'emploi (40%), l'éducation nationale (34%) et l'environnement (31%).

Les Français n'ont jamais été aussi nombreux à estimer que les pouvoirs publics doivent agir dans la santé, relève l'Institut Paul Delouvrier, une association qui oeuvre pour la modernisation des services publics.

Ainsi, alors que le niveau de satisfaction des usagers du service public progresse dans quasiment tous les domaines (74% de satisfaits, +3 points), il régresse en ce qui concerne la santé publique (78% de satisfaits, en baisse de 3 points) et la sécurité sociale (77% de satisfaits, en baisse de 2 points). Le recul de satisfaction à l'égard de la santé publique atteint 12 points en dix ans.

Après un fléchissement en 2018, le jugement des français sur l'action des pouvoirs publics s'améliore dans la plupart des domaines d'intervention, notamment en ce qui concerne la fiscalité et la collecte de l'impôt. Près d'un an après la mise en place du prélèvement à la source, 50% des Français ont une bonne opinion de l'action de l'État dans ce domaine, soit une hausse de 15 points en un an.

L'environnement a passé un cap dans l'opinion: il est passé en trois ans de la 10e à la 4e place des priorités. Chez les moins de 25 ans, l'environnement arrive même nettement en tête, cité par 44% des jeunes devant l'éducation et la santé publique.

Dans 5 régions, l'environnement se place même en 3e position (Nouvelle-Aquitaine, Grand Est, Hauts-de-France, Bourgogne-Franche-Comté et Occitanie).

Globalement, 53% des Français disent aujourd'hui préférer une amélioration des services publics, quitte à augmenter le niveau de l'impôt.

Cette préférence est en hausse depuis 6 ans, à l'exception notable de 2018, où le baromètre avait enregistré une préférence pour la baisse des prélèvements, quelques semaines avant la crise des gilets jaunes.

Un an après, la préférence pour l'amélioration des services publics s'accroît et atteint son plus haut niveau depuis 15 ans, en particulier auprès des jeunes.

L'enquête a été réalisée sur internet du 25 octobre au 7 novembre auprès d'un échantillon national de 2.500 personnes représentatif des résidents en France de 15 ans et plus.



## La santé passe en tête des priorités des Français devant le chômage

La santé publique est devenue pour la première fois la priorité des Français devant l'emploi et la lutte contre le chômage, constate jeudi le baromètre **Kantar** réalisé tous les ans depuis 2004 pour l'institut Paul Delouvrier.

Alors que l'hôpital public fait l'objet d'un mouvement de contestation depuis bientôt 9 mois, la santé publique est jugée prioritaire par 46% des Français, devant l'emploi (40%), l'éducation nationale (34%) et l'environnement (31%).

Les Français n'ont jamais été aussi nombreux à estimer que les pouvoirs publics doivent agir dans la santé, relève l'Institut Paul Delouvrier, une association qui oeuvre pour la modernisation des services publics.

Ainsi, alors que le niveau de satisfaction des usagers du service public progresse dans quasiment tous les domaines (74% de satisfaits, +3 points), il régresse en ce qui concerne la santé publique (78% de satisfaits, en baisse de 3 points) et la sécurité sociale (77% de satisfaits, en baisse de 2 points). Le recul de satisfaction à l'égard de la santé publique atteint 12 points en dix ans.

Après un fléchissement en 2018, le jugement des français sur l'action des pouvoirs publics s'améliore dans la plupart des domaines d'intervention, notamment en ce qui concerne la fiscalité et la collecte de l'impôt. Près d'un an après la mise en place du prélèvement à la source, 50% des Français ont une bonne opinion de l'action de l'État dans ce domaine, soit une hausse de 15 points en un an.

L'environnement a passé un cap dans l'opinion: il est passé en trois ans de la 10e à la 4e place des priorités. Chez les moins de 25 ans, l'environnement arrive même nettement en tête, cité par 44% des jeunes devant l'éducation et la santé publique.

Dans 5 régions, l'environnement se place même en 3e position (Nouvelle-Aquitaine, Grand Est, Hauts-de-France, Bourgogne-Franche-Comté et Occitanie).

Globalement, 53% des Français disent aujourd'hui préférer une amélioration des services publics, quitte à augmenter le niveau de l'impôt.

Cette préférence est en hausse depuis 6 ans, à l'exception notable de 2018, où le baromètre avait enregistré une préférence pour la baisse des prélèvements, quelques semaines avant la crise des gilets jaunes.

Un an après, la préférence pour l'amélioration des services publics s'accroît et atteint son plus haut niveau depuis 15 ans, en particulier auprès des jeunes.

L'enquête a été réalisée sur internet du 25 octobre au 7 novembre auprès d'un échantillon national de 2.500 personnes représentatif des résidents en France de 15 ans et plus.



## La santé passe en tête des priorités des Français devant le chômage

La santé publique est devenue pour la première fois la priorité des Français devant l'emploi et la lutte contre le chômage, constate jeudi le baromètre **Kantar** réalisé tous les ans depuis 2004 pour l'institut Paul Delouvrier. Alors que l'hôpital public fait l'objet d'un mouvement de contestation depuis bientôt 9 mois, la santé publique est jugée prioritaire par 46% des Français, devant l'emploi (40%), l'éducation nationale (34%) et l'environnement (31%).

Les Français n'ont jamais été aussi nombreux à estimer que les pouvoirs publics doivent agir dans la santé, relève l'Institut Paul Delouvrier, une association qui œuvre pour la modernisation des services publics.

Ainsi, alors que le niveau de satisfaction des usagers du service public progresse dans quasiment tous les domaines (74% de satisfaits, +3 points), il régresse en ce qui concerne la santé publique (78% de satisfaits, en baisse de 3 points) et la sécurité sociale (77% de satisfaits, en baisse de 2 points). Le recul de satisfaction à l'égard de la santé publique atteint 12 points en dix ans.

Après un fléchissement en 2018, le jugement des français sur l'action des pouvoirs publics s'améliore dans la plupart des domaines d'intervention, notamment en ce qui concerne la fiscalité et la collecte de l'impôt. Près d'un an après la mise en place du prélèvement à la source, 50% des Français ont une bonne opinion de l'action de l'État dans ce domaine, soit une hausse de 15 points en un an.

L'environnement a passé un cap dans l'opinion : il est passé en trois ans de la 10<sup>e</sup> à la 4<sup>e</sup> place des priorités. Chez les moins de 25 ans, l'environnement arrive même nettement en tête, cité par 44% des jeunes devant l'éducation et la santé publique.

Dans 5 régions, l'environnement se place même en 3<sup>e</sup> position (Nouvelle-Aquitaine, Grand Est, Hauts-de-France, Bourgogne-Franche-Comté et Occitanie).

Globalement, 53% des Français disent aujourd'hui préférer une amélioration des services publics, quitte à augmenter le niveau de l'impôt.

Cette préférence est en hausse depuis 6 ans, à l'exception notable de 2018, où le baromètre avait enregistré une préférence pour la baisse des prélèvements, quelques semaines avant la crise des gilets jaunes.

Un an après, la préférence pour l'amélioration des services publics s'accroît et atteint son plus haut niveau depuis 15 ans, en particulier auprès des jeunes.

L'enquête a été réalisée sur internet du 25 octobre au 7 novembre auprès d'un échantillon national de 2.500 personnes représentatif des résidents en France de 15 ans et plus.



## La santé passe en tête des priorités des Français devant le chômage

(AFP) - La santé publique est devenue pour la première fois la priorité des Français devant l'emploi et la lutte contre le chômage, constate jeudi le baromètre Kantar réalisé tous les ans depuis 2004 pour l'institut Paul Delouvrier.

Alors que l'hôpital public fait l'objet d'un mouvement de contestation depuis bientôt 9 mois, la santé publique est jugée prioritaire par 46% des Français, devant l'emploi (40%), l'éducation nationale (34%) et l'environnement (31%).

Les Français n'ont jamais été aussi nombreux à estimer que les pouvoirs publics doivent agir dans la santé, relève l'Institut Paul Delouvrier, une association qui oeuvre pour la modernisation des services publics.

Ainsi, alors que le niveau de satisfaction des usagers du service public progresse dans quasiment tous les domaines (74% de satisfaits, +3 points), il régresse en ce qui concerne la santé publique (78% de satisfaits, en baisse de 3 points) et la sécurité sociale (77% de satisfaits, en baisse de 2 points). Le recul de satisfaction à l'égard de la santé publique atteint 12 points en dix ans.

Après un fléchissement en 2018, le jugement des français sur l'action des pouvoirs publics s'améliore dans la plupart des domaines d'intervention, notamment en ce qui concerne la fiscalité et la collecte de l'impôt. Près d'un an après la mise en place du prélèvement à la source, 50% des Français ont une bonne opinion de l'action de l'État dans ce domaine, soit une hausse de 15 points en un an.

L'environnement a passé un cap dans l'opinion: il est passé en trois ans de la 10<sup>e</sup> à la 4<sup>e</sup> place des priorités. Chez les moins de 25 ans, l'environnement arrive même nettement en tête, cité par 44% des jeunes devant l'éducation et la santé publique.

Dans 5 régions, l'environnement se place même en 3<sup>e</sup> position (Nouvelle-Aquitaine, Grand Est, Hauts-de-France, Bourgogne-Franche-Comté et Occitanie).

Globalement, 53% des Français disent aujourd'hui préférer une amélioration des services publics, quitte à augmenter le niveau de l'impôt.

Cette préférence est en hausse depuis 6 ans, à l'exception notable de 2018, où le baromètre avait enregistré une préférence pour la baisse des prélèvements, quelques semaines avant la crise des gilets jaunes.

Un an après, la préférence pour l'amélioration des services publics s'accroît et atteint son plus haut niveau depuis 15 ans, en particulier auprès des jeunes.

L'enquête a été réalisée sur internet du 25 octobre au 7 novembre auprès d'un échantillon national de 2.500 personnes représentatif des résidents en France de 15 ans et plus.



# La santé passe en tête des priorités des Français devant le chômage

Paris, 12 déc. 2019 (AFP) -

La santé publique est devenue pour la première fois la priorité des Français devant l'emploi et la lutte contre le chômage, constate jeudi le baromètre Kantar réalisé tous les ans depuis 2004 pour l'institut Paul Delouvrier.

Alors que l'hôpital public fait l'objet d'un mouvement de contestation depuis bientôt 9 mois, la santé publique est jugée prioritaire par 46% des Français, devant l'emploi (40%), l'éducation nationale (34%) et l'environnement (31%).

Les Français n'ont jamais été aussi nombreux à estimer que les pouvoirs publics doivent agir dans la santé, relève l'Institut Paul Delouvrier, une association qui oeuvre pour la modernisation des services publics.

Ainsi, alors que le niveau de satisfaction des usagers du service public progresse dans quasiment tous les domaines (74% de satisfaits, +3 points), il régresse en ce qui concerne la santé publique (78% de satisfaits, en baisse de 3 points) et la sécurité sociale (77% de satisfaits, en baisse de 2 points). Le recul de satisfaction à l'égard de la santé publique atteint 12 points en dix ans.

Après un fléchissement en 2018, le jugement des français sur l'action des pouvoirs publics s'améliore dans la plupart des domaines d'intervention, notamment en ce qui concerne la fiscalité et la collecte de l'impôt. Près d'un an après la mise en place du prélèvement à la source, 50% des Français ont une bonne opinion de l'action de l'État dans ce domaine, soit une hausse de 15 points en un an.

L'environnement a passé un cap dans l'opinion: il est passé en trois ans de la 10e à la 4e place des priorités. Chez les moins de 25 ans, l'environnement arrive même nettement en tête, cité par 44% des jeunes devant l'éducation et la santé publique.

Dans 5 régions, l'environnement se place même en 3e position (Nouvelle-Aquitaine, Grand Est, Hauts-de-France, Bourgogne-Franche-Comté et Occitanie).

Globalement, 53% des Français disent aujourd'hui préférer une amélioration des services publics, quitte à augmenter le niveau de l'impôt.

Cette préférence est en hausse depuis 6 ans, à l'exception notable de 2018, où le baromètre avait enregistré une préférence pour la baisse des prélèvements, quelques semaines avant la crise des gilets jaunes.

Un an après, la préférence pour l'amélioration des services publics s'accroît et atteint son plus haut niveau depuis 15 ans, en particulier auprès des jeunes.

L'enquête a été réalisée sur internet du 25 octobre au 7 novembre auprès d'un échantillon national de 2.500 personnes représentatif des résidents en France de 15 ans et plus.

mpf/lum/rhl

Afp le 12 déc. 19 à 06 01.